Séance plénière

- **MARDI 15 DÉCEMBRE 2009 MATIN (0128), APRÈS-MIDI (0129)**
JEUDI 17 DÉCEMBRE 2009 APRÈS-MIDI (0130), SOIR (0131)
MARDI 22 DÉCEMBRE 2009 MATIN (0132), APRÈS-MIDI (0133), SOIR (0134)

PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI

1. Projet de loi relatif au régime général d'accise, n^{os} 2257/1 à 4.

La loi du 10 juin 1997 relative au régime général, à la détention, à la circulation et aux contrôles des produits soumis à accise a transposé dans le droit belge les dispositions reprises dans la directive 92/12/CEE du 25 février 1992 relative au même objet que repris dans le titre de cette loi. Il s'agissait des mesures législatives destinées à la mise en oeuvre du nouveau régime d'accise des produits d'accise communautaire présidant à l'ouverture du grand marché européen au 1er janvier 1993.

Dans les faits, cette loi du 10 juin 1997 confirmait des dispositions prises par l'arrêté royal du 29 décembre 1992 prises dans le cadre de l'article 11 de la loi générale sur les douanes et accises (légifération d'urgence par voie d'un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres et ensuite confirmé par une loi).

Cette loi a prévu tout un système d'interconnexion des entrepôts fiscaux et tout un système de mouvements des produits d'accise par le biais de documents d'accompagnement administratif sur support papier.

La nouvelle directive européenne prévoit un support électronique de tous ces mouvements d'accise, à partir du 1er avril 2010, moment où les 27 pays formant l'Union européenne doivent être en mesure d'entrer dans le système informatisé européen EMCS.

Toutefois, la loi de transposition de cette directive doit être adoptée par le gouvernement et les Chambres législatives pour le 31 décembre 2009 et la Commission européenne doit être informée de cette transposition pour la même date.

Le projet de loi (n° 2257) est adopté par 88 voix et 31 abstentions

2. Projet de loi portant des dispositions fiscales et diverses, n^{os} 2258/1 à 4.

La loi du 13 février 1995 relative au régime d'accise des boissons non alcoolisées et la loi du 13 février 1995 relative au régime d'accise du café régissant actuellement tout le système d'accise sur ces produits qui ne sont pas des produits d'accise communautaire.

Ces lois ont été moulées sur le régime d'accises des produits d'accise communautaires.

Le présent projet de loi vise donc à modifier ce régime d'accise pour le copier en partie sur celui qui va régenter, à partir du 1er avril 2010, les produits d'accise communautaire mais en tenant compte de l'impossibilité de le circonscrire dans le système électronique EMCS. En effet, les mouvements d'accise pour les produits soumis aux accises belges ne peuvent pas bénéficier du système des documents administratifs d'accompagnement.

Le projet qui vous est soumis vise donc à fixer de nouvelles dispositions quant au champ d'application des accises sur ces produits, au fait générateur de l'accise qui interviendra lors de la fabrication dans le pays ou lors de l'importation/introduction, à l'exigibilité de l'accise au moment de la mise à la consommation, à la fabrication en ce compris la transformation des produits d'accise et à la circulation sous régime suspensif.

Pour ce faire, le document commercial d'usage remplace donc le document administratif d'accompagnement.

Par ailleurs, des dispositions spécifiques ont été jointes en vue des éventuels remboursements d'accise qui posaient problème au vu des lois actuelles.

Les contrôles seront mieux circonscrits et permettront une meilleure perception de l'impôt.

Le projet de loi (n° 2258) est adopté par 80 voix contre 2 et 35 abstentions

3. - Projet de loi portant des dispositions fiscales et diverses, n^{os} 2310/1 à 4.
- Projet de loi portant des dispositions fiscales, n^{os} 2311/1 à 4.

Le projet de loi (n° 2310) est adopté par 80 voix et 40 abstentions

Le projet de loi (n° 2311) est adopté par 81 voix et 39 abstentions

4. Projet de loi portant des dispositions fiscales et diverses, n° 2170/9

L'avant-projet de loi qui est déposé, règle une série de mesures fiscales et financières comme:

- l'exonération pour les titres-repas, les chèques sport/culture et les éco-chèques;
- la déduction des dons à des institutions de l'Espace économique européen;
- pour les personnes mariées et les cohabitants légaux, le calcul de la réduction d'impôt pour toutes les allocations de chômage par contribuable;
- l'instauration d'une réduction d'impôt pour véhicules électriques;
- la correction du statut fiscal des sportifs;
- la taxation des pensions des personnes à la retraite résidant à l'étranger;
- l'adaptation du mode de taxation des marins qui ne sont pas assujettis à la sécurité sociale belge;
- diverses modifications en matière d'impôt des sociétés et des personnes morales, concernant, entre autres, les PME, les intercommunales, la réorganisation d'entreprises et le régime commun d'un seuil de participation minimum aux établissements de crédit, entreprises d'assurances et sociétés de bourse;
- la base du projet "document électroniquement reconnaissable - vente" (enregistrement électronique de certains actes authentiques);
- un nouveau règlement pour le dépôt des contrats de bail.

Le projet de loi (n° 2170) est adopté par 81 voix et 40 abstentions

5. Projet de loi-programme, n^{os} 2278/1 à 20.

Le projet de loi (n° 2278) est adopté par 81 voix contre 30 et 9 abstentions

6. Projet de loi modifiant la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des comptes, n^{os} 2230/1 à 3.

Le projet de loi (n° 2230) est adopté par 101 voix et 19 abstentions

7. - Projet de loi portant des dispositions diverses en matière de Justice (II), n^{os} 2161/1 à 7.
- Proposition de loi (M. Daniel Bacquelaine et Mmes Marie-Christine Marghem et

Carine Lecompte) modifiant l'article 962 du Code judiciaire relatif à la qualification des médecins experts, n^{os} 246/1 et 2.

- Proposition de loi (MM. Joseph George et Gerald Kindermans et Mme Clotilde Nyssens) réformant les dispositions du Code judiciaire sur l'expertise n^{os} 1523/1 et 2.
- Proposition de loi (M. Stefaan Van Hecke, Mme Zoé Genot et M. Fouad Lahssaini) modifiant la loi du 1^{er} août 1985 portant des mesures fiscales et autres en ce qui concerne les conditions d'octroi de l'aide de l'Etat aux victimes d'actes intentionnels de violence, n^{os} 1749/1 et 2.
- Proposition de loi (Mme Clotilde Nyssens) visant à étendre le champ d'application de la loi relative à l'indemnisation des victimes d'actes intentionnels de violence, n^{os} 1750/1 et 2.
- Proposition de loi (MM. Renaat Landuyt, Bruno Tobback et Bruno Tuybens) modifiant la loi du 1^{er} août 1985 portant des mesures fiscales et autres en ce qui concerne les conditions d'octroi de l'aide de l'Etat aux victimes d'actes intentionnels de violence, n^{os} 1751/1 et 2.
- Proposition de loi (Mme Carina Van Cauter et M. Willem-Frederik Schiltz) modifiant la loi du 1^{er} août 1985 portant des mesures fiscales et autres, n^{os} 1761/1 et 2.
- Proposition de loi (M. Raf Terwingen et Mme Mia De Schamphelaere) modifiant la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive, n^{os} 1930/1 et 2.
- Proposition de loi (Mmes Carine Lecomte et Josée Lejeune) modifiant les articles 972 et 987 du Code judiciaire en ce qui concerne l'expertise judiciaire, n^{os} 1955/1 et 2.
- Proposition de loi (MM. Peter Logghe, Koen Bultinck, Francis Van den Eynde, Hagen Goyvaerts, Bart Laeremans, Bert Schoofs, Bruno Stevenheydens, Filip De Man et Gerolf Annemans et Mme Rita De Bont) étendant les catégories de personnes et de postes de dommages susceptibles de faire l'objet d'une indemnisation par la commission pour l'aide financière aux victimes d'actes intentionnels de violence, n^{os} 2007/1 et 2.

Le projet de loi (n° 2161) est adopté par 81 voix et 39 abstentions

8. Projet de loi portant des dispositions diverses en matière de Justice (I), n^{os} 2160/1 à 6.
- Proposition de loi (Mme Clotilde Nyssens) modifiant l'article 138 du Code d'instruction criminelle, n^{os} 1622/1 et 2.

Le projet de loi (n° 2160) est adopté par 81 voix et 39 abstentions

9. Projet de loi portant assentiment à la Convention entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas sur la mise à disposition d'un établissement pénitentiaire aux Pays-Bas en vue de l'exécution de peines privatives de liberté infligées en vertu de condamnations belges, faite à Tilburg (Pays-Bas) le 31 octobre 2009, n^{os} 2302/1 et 2.

Le projet de loi (n° 2302) est adopté par 102 voix contre 23 et 11 abstentions

10. Projet de loi fixant le contingent de l'armée pour l'année 2010, n° 2272/1.

Le présent projet de loi a pour but de fixer le contingent de l'armée pour l'année 2010.

Le contingent de l'armée exprime le nombre maximum de militaires qui peuvent être simultanément sous les armes un même jour de l'année.

Pour 2010, ce nombre est limité à 37 112 militaires et est atteint au mois de janvier.

Le projet de loi (n° 2272) est adopté par 122 voix contre 12

11. Projet de loi contenant des dispositions diverses en matière de santé publique, n^{os} 2306/1 à 4.

Le projet de loi (n° 2306) est adopté par 112 voix et 23 abstentions

12. Projet de loi instaurant une réglementation générale relative à l'interdiction de fumer dans les lieux fermés accessibles au public et à la protection des travailleurs contre la fumée du tabac, n^{os} 1768/10 à 14.

Les auteurs estiment que la législation actuelle sur le tabagisme n'est pas claire et est trop morcelée.

C'est pourquoi ils proposent d'instaurer une interdiction générale de fumer dans les lieux accessibles au public.

Le projet de loi (n° 1768) est adopté par 83 voix contre 27 et 23 abstentions

13. Proposition de loi (M. Servais Verherstraeten, Mme Yolande Avontroodt, MM. Christian Brotcorne, Jean-Jacques Flahaux et Thierry Giet et Mmes Marie-Claire Lambert, Nathalie Muylle et Hilde Vautmans) modifiant la loi du ... instaurant une réglementation générale relative à l'interdiction de fumer dans les lieux fermés accessibles au public et à la protection des travailleurs contre la fumée du tabac n^{os} 2317/1 à 4.

Selon les auteurs, il ne fait aucun doute que dans les débits de boissons également, le tabagisme et le tabagisme passif nuisent gravement à la santé. L'instauration d'une interdiction de fumer dans ces établissements est donc indispensable, mais nécessite une concertation avec le secteur pour éviter des investissements inutiles.

C'est pourquoi ils habilite le Roi à élaborer, en concertation avec le secteur, un cadre général d'accompagnement de cette interdiction de fumer.

La proposition de loi (n° 2317) est adoptée par 84 voix contre 27 et 21 abstentions

14. Projet de loi instituant l'engagement volontaire militaire et modifiant diverses lois applicables au personnel militaire, n^{os} 2314/1 à 4.

Le projet de loi (n° 2314) est adopté par 110 voix contre 22

15. Projet de loi portant des dispositions diverses en matière de migration et d'asile, n^{os} 2305/1 à 3.

Le projet de loi (n° 2305) est adopté par 109 voix et 23 abstentions

16. - Projet de loi relatif à la lutte contre la piraterie maritime, n^{os} 2214/1 à 3
- Projet de loi relatif à la lutte contre la piraterie maritime et modifiant le Code judiciaire n^{os} 2215/1 à 4.

La piraterie maritime connaît aujourd'hui une recrudescence importante. Eu égard aux particularités de cette criminalité, la Communauté internationale se doit de

coopérer en vue de lutter plus efficacement contre la piraterie maritime. Au niveau de l'Union européenne, le Conseil a adopté le 10 novembre 2008 une Action commune concernant l'opération militaire de l'Union européenne en vue d'une contribution à la dissuasion, à la prévention et à la répression des actes de piraterie et de vols à main armée au large des côtes de la Somalie. La Marine belge participe à cette opération militaire dénommée ATALANTA.

Bien qu'ayant une vocation plus large, le projet de loi vise à donner à la participation de la marine belge à l'opération ATALANTA une base légale solide. Il contient des définitions de navires et groupes de pirates, crée une nouvelle incrimination de piraterie maritime assortie de peines appropriées, donne compétence aux navires de guerre ou aux équipes de protection militaire belge embarquées sur des navires civils de prévenir et réprimer les actes de piraterie, crée une compétence extraterritoriale lorsque des pirates sont appréhendés par navires belges et résout les aspects de procédure pénale posés par les spécificités de la lutte contre cette forme de criminalité.

Le projet de loi (n° 2214) est adopté par 126 voix et 10 abstentions
Le projet de loi (n° 2215) est adopté par 112 voix contre 13 et 10 abstentions

17. Projet de loi portant des dispositions diverses, n^{os} 2299/1 à 24.

Le projet de loi (n° 2299) est adopté par 84 voix contre 34 et 14 abstentions

18. - Projet de loi mettant en équivalence le grade de master en droit, master en notariat, master en droit social et respectivement une licence ou un doctorat en droit, une licence en notariat, une licence en droit social en ce qui concerne les exigences de diplôme pour les professions juridiques dans les lois et règlements qui règlent une matière visée à l'article 78 de la Constitution, n^{os} 2107/6 à 8.

- Projet de loi mettant en équivalence le grade de master en droit, master en notariat, master en droit social et respectivement une licence ou un doctorat en droit, une licence en notariat, une licence en droit social en ce qui concerne les exigences de diplôme pour les professions juridiques dans les lois et règlements qui règlent une matière visée à l'article 77 de la Constitution, n^{os} 2108/6 à 8.

Les projets de loi (n° 2107 et 2108) sont adoptés par 119 voix contre 14

19. - Projet de loi adaptant diverses lois réglant une matière visée à l'article 77 de la Constitution à la dénomination « Cour constitutionnelle », n^{os} 1112/1 à 11.

- Projet de loi adaptant diverses lois réglant une matière visée à l'article 78 de la Constitution à la dénomination « Cour constitutionnelle », n^{os} 1113/1 à 10.

- Projet de loi spéciale visant à adapter diverses dispositions à la dénomination « Cour constitutionnelle », n^{os} 1114/1 à 10.

- Proposition de loi spéciale (M. Ben Weyts) remplaçant les mots « Cour d'arbitrage » par les mots « Cour constitutionnelle » dans la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, n^{os} 1727/1 et 2.

Le projet de loi (n° 1112) est adopté par 96 voix contre 14 et 23 abstentions
Le projet de loi (n° 1113) est adopté par 109 voix et 23 abstentions
Le projet de loi (n° 1114) est adopté par 111 voix et 22 abstentions

20. Projet de loi en vue de soutenir l'emploi, n^{os} 2307/1 à 5.

Le projet de loi (n° 2307) est adopté par 87 voix contre 23 et 23 abstentions

21. Projet de loi modifiant la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, et le Code des sociétés, n^{os} 1988/7 à 10.

Le projet de loi (n° 1988) est adopté par 90 voix contre 14 et 29 abstentions

22. Projet de loi contenant le troisième ajustement du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2009, n° 2281/1.

Le projet de loi (n° 2281) est adopté par 85 voix contre 48

23. Projet de loi contenant le quatrième ajustement du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2009, n^{os} 2285/1 et 2.

Le projet de loi (n° 2285) est adopté par 85 voix contre 48

24. Cour des comptes, Cour constitutionnelle, Conseil supérieur de la Justice, Comité permanent de contrôle des services de police, Commission pour la protection de la vie privée, Médiateurs fédéraux, Comité permanent de contrôle des services de renseignements et de sécurité, Commissions de nomination pour le notariat: - comptes de l'année budgétaire 2008; - ajustements des budgets de l'année budgétaire 2009; - propositions budgétaires pour l'année budgétaire 2010, n^{os} 2295/1 et 2.

Cour des comptes, adopté à l'unanimité des 133 votants

Cour constitutionnelle, adopté par 96 voix contre 37

Conseil supérieur de la Justice; Comité permanent de contrôle de police e.a., adoptés à l'unanimité des 133 votants

Propositions budgétaires cour constitutionnelle e.a., adoptés à l'unanimité des 133 votants

25. Chambre des représentants, membres belges du Parlement européen et financement des partis politiques - Comptes de l'année budgétaire 2008; - Budgets de l'année budgétaire 2010, n° 2318/1.

Comptes Chambre, adopté à l'unanimité des 133 votants

Parlement européen, adopté à l'unanimité des 133 votants

Partis politiques, adopté par 131 voix et 1 abstention

Budget Chambre; Parlement européen, adopté à l'unanimité des 133 votants

Partis politiques, adopté par 131 voix et 1 abstention